

LOIRE ATLANTIQUE

les nouvelles

Bi-mensuel édité par la Fédération du Parti Communiste Français

N° 598 - 10 mars 1994 - Prix 2.50 F

Information ou
discrimination
(Page 2)

Cantonales
Vie des cantons
(Pages 3-4)

Cantonales
et luttes
(Page 5)

Social
L'exclusion
L'hôpital
(Page 6)

Abrogez le
SMIC jeunes
(Page 7)

Infos
Culture
Société
(Page 8)

AGIR CONTRE LE SMIC JEUNES ET VOTER COMMUNISTE LE 20 MARS

BALADUR vient de satisfaire l'un des vœux les plus anciens du Patronnat : casser le SMIC.

En effet, par l'instauration du SMIC Jeunes et si les choses en restaient en l'état, c'est bien à cela que l'on assisterait sous prétexte de favoriser l'insertion professionnelle et l'emploi des jeunes.

Sa formule développée par les guignols de l'info :

BAC + 2 = SMIC - 20 se traduit dans les faits par l'emploi d'un jeune diplômé à moins de 4000 F par mois.

Il s'agit là dans la politique menée par la droite d'une nouvelle étape dans la Casse Sociale et dans la destruction de notre société.

C'est révoltant, inacceptable après les privatisations, la loi quinquennale, les attaques contre la protection sociale, l'école, etc.

Heureusement la riposte devient plus forte. Dans de nombreux secteurs, dans des entreprises, départements, les luttes se développent unitairement et prennent une nouvelle dimension. La cote de BALLADUR dans les sondages marque d'une façon significative un recul dans l'opinion. Les élections partielles confirment un mouvement ascendant pour faire vivre dans notre pays une autre politique.

Les Actions Unitaires qui se sont développées suite à l'annonce du SMIC jeune auxquelles les militants du PCF ont largement participé, témoignent d'une nouvelle combativité.

Comment ne pas agir avec plus de force contre cette politique réactionnaire d'une extrême gravité.

Comment ne pas œuvrer pour le rassemblement de tous ceux qui subissent cette politique ; les salariés bien sûr, mais aussi les chômeurs, les étudiants, les agriculteurs, les pêcheurs. Le 12 mars, à Nantes sera l'occasion dans la manifestation à l'initiative de la CGT d'y travailler.

Enfin les élections cantonales du 20 mars nous donnerons la possibilité d'aller plus loin en votant et en faisant voter communiste.

Les suffrages qui se comptabiliseront sur les candidats présentés par le parti communiste seront autant de voix pour contraindre le gouvernement à tenir compte de l'expression des citoyens. Ils seront l'expression d'une opposition déterminée et la plus constante face à la droite.

Ils seront la manifestation de la volonté, de se défendre et faire du neuf.

Le poids au soir du 20 mars du Parti Communiste Français peut être porteur d'espoir pour tous ceux qui aspirent au bien être et à la dignité.



Jean-Philippe LE GAL

Secrétaire Fédéral
du Mouvement
de la Jeunesse
Communiste

LES ÉLECTIONS CANTONALES

*Un moyen de dire non
à la droite et à sa politique*

**Refuser le chômage
l'exclusion
le SMIC jeunes**

Le 20 MARS

*Le vote communiste
pèsera lourd pour
construire une perspective
RÉELLEMENT
NOUVELLE*



Dans la manifestation du 3 mars pour l'abrogation du SMIC Jeunes

**Contre l'exclusion pour l'emploi
12 MARS, 15 h, place de Bretagne**

REFUSER LA DISCRIMINATION

Le droit à l'information, une bataille quotidienne à gagner auprès des médias dans le département.

Point de vue



par
Jean-Claude Salomon
Membre du
Comité Fédéral

L'ENJEU

20 mars une consultation départementale et nationale qui pèsera lourd si le vote communiste progresse.

Les résultats vont-ils conforter la droite dans sa politique ou bien marquer une Résistance, une VOLONTÉ de dire « ÇA SUFFIT ».

Bien sûr nous voulons, c'est un besoin, des élus communistes au Conseil Général, c'est à vous d'en décider.

Nous savons aussi que le mode de scrutin, les savants découpages, sont autant de barrières qui ne permettent pas de traduire notre influence et nous empêchent de concrétiser dans de nombreux cas.

Alors pourquoi présenter des candidats dans les 29 cantons renouvelables de Loire-Atlantique ?

Pour rassembler tous ceux qui veulent exprimer un NON résolu à la politique actuelle autour des candidats du seul parti qui ne s'est jamais compromis avec la droite et sa politique.

Parce que les élections ne sont qu'un bref instant de la vie politique et que pour l'avenir, pour réaliser le changement porté par les luttes, chaque voix qui sera donnée à un candidat communiste (même où nous sommes à 5 %) comptera.

Un Parti Communiste fort, des Elus au Conseil Général, c'est la garantie d'une politique Sociale, d'Indépendance, de Progrès, de Dignité.

C'est un acte de reconquête de ces ESPÉRANCES.

VOUS AVEZ DIT INFORMATION ?

Gilles BONTEMPS écrit au rédacteur en chef de FR3

Nantes, le 21-2-94

Monsieur,

Je tiens à vous faire part de ma surprise et de mon mécontentement sur la façon dont votre chaîne traite les différents sujets d'actualités politiques du Département.

Depuis de nombreux mois, les différentes invitations ou propositions que vous adressez à notre Fédération à l'occasion d'initiatives prises par le Parti Communiste Français ou lors de la venue dans le Département de dirigeants de notre Parti, sont restées sans suite.

Pour ne prendre que 3 exemples :

Ce fut le cas le 21 novembre avec la venue de François DUTEIL, Membre du Bureau Politique, à la fête de Nantes, le cas également lors de la Conférence Fédérale (Congrès Départemental) le 9 janvier 1994 et le cas le 4 février 94 lors de la venue de Jean-Claude GAYSSOT, Membre du Bureau National du Parti Communiste Français, Député de Seine Saint Denis, auteur du Projet de loi visant à instituer une journée nationale de Commémoration

de l'abolition de l'Esclavage.

Jean-Claude GAYSOT conduisait une délégation du P.C.F. à NANTES venue visiter l'exposition « les anneaux de la mémoire », célébrer le bicentenaire de l'abolition de l'esclavage et présenter le projet de loi.

Je dois dire que ce n'est pas faute d'avoir sollicité votre rédaction.

Or, je constate que votre édition du samedi 19 février 94 offre par contre, complaisamment caméra et micro au raciste LE PEN.

Je trouve qu'une nouvelle fois, votre rédaction

traite l'information de façon sélective et partisane et que les téléspectateurs sont en droit d'attendre une autre attitude d'une chaîne publique.

Souhaitant vivement que votre chaîne adopte un comportement plus respectueux du pluralisme des idées et des forces politiques existants dans le département.

Recevez, Monsieur, mes salutations distinguées.

Gilles BONTEMPS
Secrétaire de
la Fédération
de Loire-Atlantique
du P.C.F.
Membre du Comité
National

INFOS-BREVES

Nantes : un vieux Doulon

La cellule Jégo-Legoff, a tenu son Assemblée Populaire, le 26 février 1994, en présence de Paul ROBERT.

Une préparation minutieuse et efficace a permis de réunir 55 personnes dont 20 jeunes.

Un débat, riche et animé par les jeunes autour de leurs problèmes, et les propositions des communistes, pour ouvrir d'autres perspectives, changer la vie, a débouché sur 9 adhésions.

Un renforcement porteur d'espoir, à la veille des cantonales.

Nantes : Roisnet - Mandela - Michel

Ces trois cellules se sont réunies en Assemblée Populaire le samedi 19 février 1994 en présence de Raymond LANUZEL.

Une quarantaine de personnes dont huit non-communistes ont participé à cette réunion bonne-enfant qui, à l'approche des cantonales, a permis à 3 sympathisants de rejoindre le parti en donnant leur adhésion.

400 F ont été recueillis pour la souscription.

Merci à tous pour ce soutien indispensable.

SOUSCRIPTION NATIONALE PERMANENTE

comptes arrêtés au 24 février 1994

SECTION DE NANTES
DONS DES CELLULES :
ROSSI 600 F ; THOREZ (Port
Boyer) 500 F ; CASANOVA
150 F.

SOUSCRIPTION SUR LISTES :
Cellule ROBES-
PIERRE-AUDIN - PTT :
André COTONNEC 500 F ;
Henri BERTHO 100 F ; Jean-
Yves AILLERIE 200 F ; Jean-
Claude SOPHRONIOU 50 F.
Cellule TURPIN (Brell) :
Nathalie PRUD'HOMME et J.P.
LE CRAN 100 F. Cellule Guy
MOQUET : Camille DAGLIO
250 F ; Vincent THEOPHILE
50 F ; Jeannine TROUILLARD
250 F ; Maryse et Auguste
HOUARD 100 F ; André CAR-
TEAU 100 F ; Henri SERRES-
QUE 150 F ; anonyme 100 F ;
M. LE JONCOUR 40 F ;
anonyme 100 F. Cellule
BUYSSOU-MILLOT : Alain
TRUET 50 F ; Ghislaine
SOPHRONIOU 100 F ; D.
DUBOIS 50 F.

Membres du COMITE DE
SECTION : Claudine
DURAND 100 F ; Samuel
GUICHETEAU 100 F ; Moni-
que LETUTOUR 100 F ;
Catherine GRAVOILLE
200 F ; Michel GUILLET
100 F ; Françoise GAUDIN
200 F ; Gaston AUFFRET
200 F.

SECTION DE
SAINT-NAZAIRE
DONS DES CELLULES :
Section 450 F - DERMURIE
500 F.

Versements sur listes :
TOUR DU COMMERCE :
Suzanne et Pierre MAHE
1000 F. MARINS : Jean-Claude
LAMATABOIS 220 F.

SECTION DE LA BRIERE
DONS DES CELLULES :
DONGES 377,50 F - Section
2 000 F.

Versements sur listes : CHA-
PELLE DES MARAIS : 11
personnes : 684 F.

SECTION DE
LA BASSE-LOIRE
Versements sur listes :
COUERON : Yvette et Yvon
BONTEMPS 1 200 F.

SECTION
REZÉ/SUD LOIRE
Versements sur listes : M. et
Mme C. AUDUREAU 200 F.

SECTION DE
SAINT-SÉBASTIEN
Versements sur listes : M. et
Mme DUGAST 1000 F.

SECTION
SAINT-HERBLAIN/
GESVRES ET CENS
DONS DES CELLULES :
CDH COMMUNE DE PARIS
160 F.

Versements sur listes : Cel-
lule Emilienne LEROUX
(Orvault) : Jeannine DUS-
SEAUX 100 F.

SECTION DE
LA PRESQU'ILE
GUÉRANDAISE
DONS DES CELLULES :
G. PERI (Batz/Mer) : 1 000 F.

MEMBRES DU COMITÉ
FÉDÉRAL

Premiers versements : Yan-
nick CHENEAU 400 F ;
Michelle PICAUD 200 F ; Joël
CORPARD 100 F ; Guy
TEXTIER 300 F ; Joël BUSSON
1 000 F ; Pierre RIOU 300 F ;
Didier LEON 300 F ; Joëlle
PATRON 200 F ; Michel
GOUTY 800 F ; Michel RICA
200 F ; Gilles BONTEMPS
1 000 F ; Patricia MORINIÈRE
200 F ; Jean-Philippe LE GAL
250 F.



MONTOIR DE BRETAGNE

Jean-Louis LE CORRE

Un maire efficace au service du canton

Dans ce canton où la population vérifie qu'en se rassemblant il est possible d'imposer d'autres choix.

Ce 20 mars doit être l'occasion de donner plus de force à nos luttes en élisant un Conseiller Général. Rassembleur qui sera avec détermination le porte parole de vos aspirations.

Extrait de l'appel de H. BOUYER, maire de Montoir

Montoirines,
Montoirins,

Vous me savez attaché au respect des opinions de chacun et à la démocratie. Je suis le Maire de Tous. Mais chacun de vous connaît aussi mes convictions. Vous ne serez donc pas surpris que j'apporte mon soutien dans cette élection à mon ami Jean-Louis LE CORRE, candidat de rassemblement, repré-

sentatif de notre monde du travail.

Je connais bien Jean-Louis, Maire de TRIGNAC, Président du SIVOM de la Région Briéronne qui est un élu dévoué, compétent et ouvert.

Beaucoup d'entre vous me parle de son attachement à défendre les plus démunis, les exclus ; sa détermination à combattre l'injustice, la misère, son refus d'accepter qu'une per-

sonne ne puisse pas manger ou se loger, vivre dignement.

Mes responsabilités de Maire me conduisent aussi à rencontrer les acteurs de la vie économique et sociale de l'agglomération et du département, sans ignorer son engagement politique tous reconnaissent sa volonté, sa persévérance dans ses interventions pour développer efficacement sa commune, le canton,

notre région nazairienne.

J'ai pu lors de réunions auxquelles il participait concernant par exemple, le SIVOM, l'emploi, le port, le désenclavement routier, apprécier son apport constructif.

Fidèle à mes idéaux de gauche, je ferai tout dans cette élection pour barrer la route à cette

politique insupportable que la droite au gouvernement impose actuellement avec le concours de la majorité du Conseil Général du département. Aussi je vous appelle à voter et à faire voter pour J.-L. LE CORRE.

Je pense que c'est le moyen efficace de le faire, je respecte par avance votre choix.



Jean-Louis LE CORRE

AGIR POUR L'EMPLOI à partir de nos atouts

Avec les salariés de ELF, les habitants du canton, nous proposons d'agir pour le maintien de la Grande Paroisse, le développement d'une filière des engrais, de la plasturgie.

J.-L. LE CORRE est intervenu à nouveau après la privatisation d'ELF pour exiger que les 89 milliards (selon les experts) collectés par la vente des actions soient immédiatement réinjectés dans le maintien et la création d'emploi. Qu'avec les élus locaux, les organisations syndicales, soit

créée une commission de contrôle de l'utilisation de ces fonds publics consacrés à l'emploi.

En intervenant en ce sens vers la direction d'ELF et le Premier Ministre pour exiger une réunion avec les

élus locaux, J.-L. LE CORRE se fait le porteur d'une exigence largement partagée par les salariés d'ELF, de la Grande Paroisse. De tous ceux qui exigent que l'argent public disponible aille à la création d'emploi.

DU COTE DU VIGNOBLE



Jacques ROUSSEAU

Les habitants du canton Vertou-vignoble, sont, comme tous les autres citoyens, frappés de plein fouet par la crise, le chômage, la baisse de pouvoir d'achat, etc... Une misère profonde s'enracine et gagne du terrain.

Pendant ce temps, la bourse triomphe - 1224 milliards de profits sont réalisés - Selon une étude publiée par l'INSEE, sur la croissance des régions de 1982 à 1991, les régions agricoles subissent une baisse de 3,3 %, alors que les efforts de la PAC et du GATT ne sont pas encore comptabilisés. La désertification du monde rural est confirmée.

La nouvelle politique agricole communau-

taire, le libéralisme éhonté de Maastricht et les abandons camouflés du GATT, commencent à soulever des réactions vives. Les viticulteurs et les maraîchers, condamnent une politique qui les endette, ils ont raison.

Les dangers sont grands, le Secrétaire américain à l'agriculture, n'a-t-il pas déclaré : « Je pense que l'alimentation représente l'arme la plus puissante dont nous disposons au cours des vingt prochaines années. Les meilleurs moyens d'utiliser la nourriture, consiste à s'en servir pour nous attacher un certain nombre de pays. Ils deviendront ainsi de plus en plus dépendants de nous. Inévitablement ils auront besoin de nos vivres. Ils les achèteront chaque année, de plus en plus et au fur et à mesure qu'ils dépendront davantage de nous, ils hésiteront à se soulever contre nous ».

Belle stratégie, mais n'est-elle pas celle qui se met en place avec

Maastricht et les orientations du GATT.

Une autre politique où l'objectif est d'être le bonheur de l'homme, est possible, les moyens en techniques et en hommes existent. Pour cela, il ne faut pas que tout soit sacrifié à la loi de l'argent.

Notre région a des atouts, un savoir-faire, qu'il faut développer. L'agro-alimentaire, le textile, la chaussure, les industries comme l'aérospatiale, la navale, doivent être maintenus et valorisés. Ce n'est pas en déportant Saupiquet, en favorisant la culture de la carotte nantaise dans les Landes, que l'on développera l'emploi dans la région. LU, dont les bénéfices ne cessent de grossir, doit créer des emplois, d'autant que les aides versées par l'Etat l'ont été à cet effet.

Il faut donner à la jeunesse, les moyens de s'installer, de vivre, et de travailler dans notre canton.

Le vote communiste pour Jacques ROUSSEAU sera le meilleur moyen d'exprimer cette volonté.

MAEPA Trignac

Face au refus des pouvoirs publics de prendre en compte cette exigence, cette réalisation a pu être obtenue grâce à l'action concertée des élus et des habitants qui ont déposé

près de 3000 pétitions à la Sous-Préfecture, collectées dans un week-end.

Une nouvelle fois, c'est le rassemblement qui a permis d'obtenir cette construction.

L'ACTION PAYE

BALLADUR vient d'annoncer qu'il n'y avait pas de projet de privatisation de l'Aérospatiale.

A Trignac, Montoir-de-Bretagne, St-Malo-de-Guersac, à l'initiative de J.-L. LE CORRE et de Marc JUSTY, les Conseils

Municipaux avaient pris une délibération exigeant le retrait de ce projet de privatisation. Cette démarche largement soutenue par une pétition à l'initiative du PCF, prouve une nouvelle fois que les mauvais coups ne sont pas fatals. Qu'en se rassem-

blant, les forces de progrès peuvent mettre en échec la politique d'un gouvernement. C'est riche d'enseignement pour l'avenir.

Cela doit peser dans votre choix pour élire un Conseiller Général qui aide à se rassembler pour être plus forts.

Quelles que soient vos sympathies politiques ou syndicales, l'expérience n'est-elle pas pour chacune et chacun la garantie pour l'avenir d'avoir au Conseil Général, un élu qui fera entendre la voix de ceux qui veulent résister à cette

droite et ouvrir une perspective nouvelle vers une société plus humaine ?

Mettre de son côté les meilleurs atouts face à la majorité du Conseil Général, au Préfet, lorsque l'on a autant besoin d'être défendu c'est décider

de se donner un moyen simple et efficace à sa portée en utilisant le bulletin de vote du candidat de rassemblement présenté par le PCF, Jean-Louis LE CORRE. Jean-René TEILLANT Président du Comité de Soutien



Canton du CROISIC
Pierre LE BERCHE
Enseignant
Maire de Batz-sur-Mer

Un canton riche de potentialités mais frappé de plein fouet par les choix politiques, de Maastricht au Gatt, situation aggravée par la politique actuelle du gouvernement Balladur, avec la pêche, l'emploi et sous le feu de l'actualité avec le SIVOM.



Pierre LE BERCHE
interviewé par FR3.

Face à cela, une occasion à saisir

Le Rassemblement autour du candidat communiste le 20. Mars aura une signification déterminante pour l'avenir.

Pour parler haut et fort contre la droite, servez-vous du vote communiste

Aujourd'hui le Parti Communiste n'est pas la seule force d'opposition au gouvernement, et c'est heureux. Mais il est bien - l'expérience le montre - la force d'opposition la plus déterminée et la plus constante face à la droite. Il n'a jamais cédé aux pressions, ni soutenu une politique s'apparentant à celle-ci.

Le vote communiste sera le moyen le plus efficace contre la droite pour se défendre et se faire entendre.

Exprimez votre opposition au gouvernement Balladur

Concernant la pêche... et, évidemment, l'ENSEMBLE de la filière (producteurs, mareyeurs, entreprises concernées)...

... Les décisions annoncées début février par le gouvernement - secours d'urgence, quelques millions pour le soutien des marchés et la promotion, réaménagement de prêts et un point de bonification d'intérêt - illustrent la gravité de la crise, mais elles ne sont pas de nature à rétablir une situation saine... Il n'y a pas de SOLUTION DURABLE en dehors de prix minimum permettant de rémunérer les coûts de la capture et le travail des marins-pêcheurs.

De cela, ni le gouvernement, ni Monsieur Delors à Bruxelles, ne veulent enten-

dre parler (à part une disposition trop faible jusqu'au 15 mars 1994).

Le problème reste donc entier...

Nous avons là une illustration très claire de ce que nous coûtent Maastricht et le GATT...

Les pêcheurs ont bien été obligés de reprendre la mer... ne serait-ce que pour faire face aux échéances bancaires... Nous sommes résolument de leur côté... et nous continuerons de le montrer très clairement et sans démagogie.

Car rien n'est réglé.

Manifestez votre volonté d'être écouté, défendu

SIVOM de la Région Bauloise : l'intérêt des usagers et des contribuables.

Il faut être sérieux...

La politique du pire qui aboutirait soit à la dissolution du SIVOM, soit à un assainissement financier sur 1 an (sans étalement), soit les deux, est : de fait à l'opposé des intérêts des contribuables.

Qui pourrait payer l'assainissement financier sur 1 an ?

Comment réaliserons-nous les travaux d'assainissement, d'adduction d'eau nécessaires, etc... ?

Que penser de ceux qui proposent cela, qui ont fait lancer des travaux importants - qui s'avèrent inutiles - et qui ont voté tous les budgets ?

La politique qui consiste à accepter le plan de Monsieur le Président du SIVOM, sans

y adjoindre concrètement :

- la recherche de financements complémentaires des autres responsables (banques, état, autres,...)

- une réflexion sur le budget primitif 1994 en terme de choix : d'organisation du SIVOM, de gestion du personnel, de fonctionnement démocratique, de choix de réalisation, est aussi, de fait, à l'opposé des intérêts des contribuables.

La politique responsable consiste bien à agir ensemble :

- pour préserver un outil d'action intercommunal à compétences précises

- pour que toute la lumière soit faite sur les responsables

de la situation et sur les responsabilités que prennent certains

- pour que participent au plan d'assainissement les organismes co-responsables.

Avec mes collègues de Batz-sur-Mer, je me suis opposé à des projets douteux - au Croisic notamment - ne votant pas les documents budgétaires concernés... Je me suis opposé également au vote de subventions dont la Chambre Régionale des Comptes nous dit, aujourd'hui, qu'elles étaient illégales !... En réalité, notre Presqu'île, et le Conseil Général - sans parler du Conseil Régional - sont beaucoup trop dominés par les amis de M. Guichard. Il est donc bien nécessaire d'obtenir - avec l'élection de

Conseillers Généraux communistes - une représentation plus conforme à la réalité sociale de notre Département.

Prononcez-vous pour des réponses neuves

La circulation routière dans le canton doit être améliorée. Le projet permettant d'éviter les villages de Trégat et de Kervalet, et d'offrir ainsi un vrai choix d'itinéraires en sortant du Croisic, doit enfin être mis en œuvre par le Conseil Général. Il ne doit absolument pas nuire à l'Environnement (intégrité des Marais Salants).

Je demande également la gratuité pour les transports scolaires - cela existe dans de nombreux départements. Les familles pourraient ainsi consacrer quelques moyens supplémentaires à la consommation. Dans ce cas, le Département devra évidemment se retourner vers l'Etat.

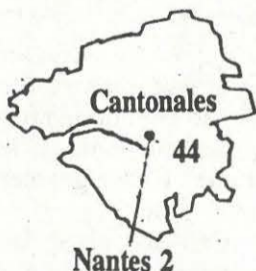
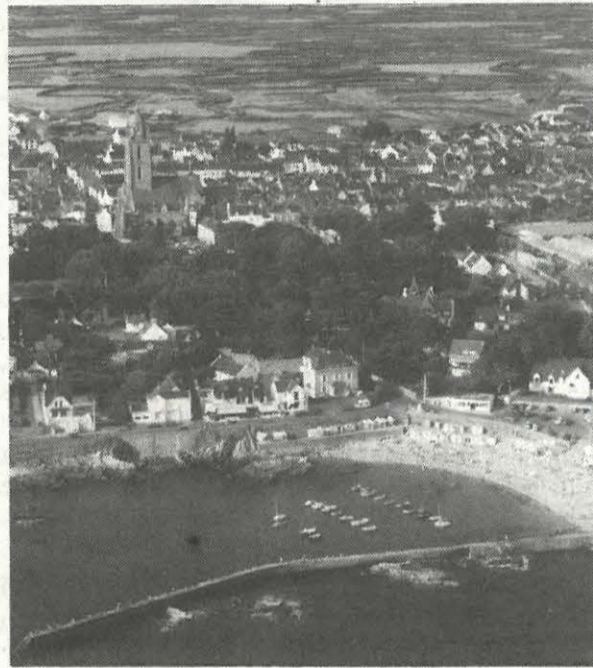
De quels conseillers généraux avez-vous besoin ?

Le Conseil général 59 élus, un budget de 3 milliards. Des compétences au niveau de l'agriculture, ressources de la mer, tourisme, transport scolaire, collèges, voirie, environnement, solidarité, santé.

Une assemblée importante avec des élus communistes impulseraient d'autres choix.

En votant pour Pierre Le Berche vous vous donnez les moyens :

- de vous faire entendre
- de vous défendre.



Nantes 2

Remise en cause du service public

Avec la gare ou depuis les contrats de plan à la SNCF de 1985 les suppressions d'emplois se multiplient, le déficit augmente, la sécurité se dégrade et la notion de service public n'existe plus.

Droit à la santé

L'Hôpital Bellier qui est sur la sellette, hôpital de proximité par excellence dont rien ne justifie le projet de fermeture. Cet établissement répondant tout à fait à une

NANTES 2 : Claude CONSTANT

Adjoint au Maire de Nantes, vice-président du District,

Candidat de Rassemblement présenté par le PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

offre de soins de qualité, il remplit parfaitement auprès de la population son rôle d'hôpital public au cœur de Nantes.

Inacceptable l'exclusion

En France, aujourd'hui, 7 millions de personnes soit 12 % de la population disposent de moins de 60 francs par jour, sans les allocations (RMI, minimum vieillesse, aide sociale).

Dans les Pays de la Loire, 35 000 familles habitant dans les logements sociaux disposent de moins de 3 000 francs par mois. A Nantes, la proportion de la population active au chômage est de 20 %. Sur les quartiers populaires, les chiffres sont



inquiétants, plus particulièrement à Malakoff où une partie importante de la population active (28 %) est privée d'emplois. Ces personnes connaissent quotidiennement les privations et leurs droits fondamentaux tels que le droit au travail, au logement, à la santé, à l'instruction...

sont bafoués ou remis en cause.

Chômage et maintenant SMIC jeunes. Ça suffit.

Il est bien évident que nous ne pouvons accepter une telle situation.

Ce qui manque dans notre pays, c'est une politique qui se fixe comme objectif prioritaire, la lutte contre le chômage et les licenciements, l'action par le plein emploi. Une des premières causes d'exclusion est le chômage.

Pas d'emploi et toutes les difficultés s'enchaînent. Payer le loyer ou les factures devient une véritable gageure pour de nombreuses familles.

On sort de l'exclusion uniquement lorsqu'on a un emploi fixe et rémunéré à sa juste valeur.

Et si on se rassemblait pour changer la vie

Il ne faut pas faire l'amalgame entre chômage, jeu-

nesse sont des terrains propices pour les dealers. Le sale commerce de la drogue se développe dans les quartiers populaires. Le trafic se structure, une véritable économie parallèle s'organise. Il est urgent de lutter contre la drogue. Mobilisons la population pour faire reculer les marchands de mort.

20 mars des voix qui prépareront un autre avenir

Dire halte à l'exclusion, au chômage, se donner avec les gens les moyens de mettre en œuvre une autre politique, c'est le sens du vote communiste le 20 mars.

ÇA BOUGE

Action à la FAC

Les étudiants nantais revendiquaient une nouvelle fois des profs et des moyens pour étudier.

C'est vers la présidence de l'Université qu'ils s'étaient justement dirigés pour demander l'ouverture de négociations.

La réponse ne s'est pas fait attendre : une charge brutale des CRS s'est conclue par deux blessés sérieux chez les manifestants. Un dossier qui est loin d'être clos.

Chantelle

Trois mois après que la direction de l'entreprise ait annoncé sa décision de fermeture du site, les « Chantelles » sont toujours là.

C'est ainsi que le 22 février elles étaient dans l'action entourées de nombreux salariés des entreprises du département qui avaient répondu à l'appel des Unions Départementales CGT et CFDT.

Dans la manifestation on reconnaissait les élus de gauche de l'agglomération nantaise parmi lesquels ceux du PCF ainsi qu'une délégation de la Fédération du Parti Communiste.

Le Bihan Saint Nazaire

Action des salariés de l'entreprise de peinture Le Bihan qui s'opposent aux 27 licenciements demandés par la direction sur les 78 emplois actuels.

Après une occupation du siège le 22 février les salariés avec leur syndicat CGT ont décidé de nouvelles formes d'action dans les jours qui viennent.

Grève au tri postal de Nantes

Le courrier est perturbé depuis plusieurs semaines sur notre région suite à des actions à l'appel des syndicats CGT, CFDT, FO du tri postal de Nantes.

Le personnel demande un renforcement des brigades de nuits afin de répondre aux besoins du service public. La direction jusqu'à lors se contente de proposer des contractuels.

Cette grève, même si elle a entraîné un retard dans l'acheminement du dernier numéro des Nouvelles a tout notre soutien.

Equipement

Pour la défense du service public et les intérêts du personnel de l'équipement, les agents manifestaient le 24 février à l'appel des syndicats CGT et Force Ouvrière.

Lors d'une assemblée générale les syndicats ont rappelé leur inquiétude et les incertitudes qui planent sur les réorganisations en cours dans les services et les répercussions que cela peut entraîner pour le service public.

Agents de train SNCF

Des nantais sont en action pour exiger le remplacement des agents qui partent en retraite.

Ce mot d'ordre de grève des syndicats CGT et CFDT est largement suivi et touche le trafic des trains express et régionaux.

Pour les agents du train qui sont ces hommes en casquettes que l'on a l'habitude d'appeler contrôleurs, la mission de service public ne s'arrête pas au contrôle des titres de transport mais bien de la sécurité. C'est pour cela que les effectifs sont importants pour les agents et pour les usagers.

Sillon de Bretagne St Herblain

Dans le cadre de la campagne électorale du candidat du canton Serge PLISSONNEAU, un porte à porte a permis une large discussion avec la population du Sillon. Au cours de cette initiative 3 habitants de l'immeuble ont rejoint la cellule du Parti Communiste.

Police municipale

Les Policiers Municipaux et Ruraux, et les Agents de surveillance d'appellations diverses continuent à lutter pour la reconnaissance de leurs droits.

10 mois après leur demande, le 2 février la C.G.T., et les organisations F.N.P.M., F.O. et C.F.D.T. ont été reçues au Ministère de l'Intérieur. Objet de l'entretien : dissocier le statut de carrière et leurs compétences qui elles, sont du domaine de la loi.

Un appel utilitaire à continuer la lutte a été signé par les organisations syndicales pour obtenir la signature du décret relatif au cadre d'emploi de la Police Municipale.

Une grande action nationale unitaire est prévue à Paris le 30 mars 1994.



REZÉ

REZÉ : DE LA DÉFENSE DE L'EMPLOI AU LOGEMENT SOCIAL

**CANDIDAT : Jacques GUILBAUD
Adjoint au Maire de Rezé**

Jacques GUILBAUD, 53 ans, cadre commercial, adjoint au maire de Rezé, chargé de la qualité de la vie et de l'environnement, est le candidat présenté par le P.C.F.

Significatif des « charcutages électoraux » le canton de Rezé ne concerne que 12 000 des 34 000 habitants de la 4^e ville du département (les quartiers du Château, de l'Hôtel de Ville et de Trentemoult) la plus grande partie de son territoire étant constitué de la commune de Bouguenais (15 000 habitants).

Dans ce canton urbain où le Parti Communiste voit son audience électorale progresser de façon constante (près de 8 % lors des dernières législatives) la préoccupation principale de la population est bien sûr l'emploi. Le chômage frappe durement, aussi la défense des industries locales, notamment l'Aérospatiale, principal employeur du Sud Loire, est elle au cœur de la campagne du candidat communiste. De 2 000 salariés l'année dernière, l'usine risque de passer à 1 700 à la fin 94. Le projet gouvernemental de privati-

sation menace toute l'industrie aéronautique sous-traitants compris.

Le vote communiste dans ce canton le 20 mars donnerait raison à ceux qui luttent pour la défense de cette industrie et des emplois qui en dépendent.

La défense du tissu de P.M.E. existant à Rezé, celle des activités de la zone de Cheviré s'imposent également dans ce secteur du département où les effets de la crise plongent nombre d'hommes, de femmes, de jeunes dans de graves difficultés.

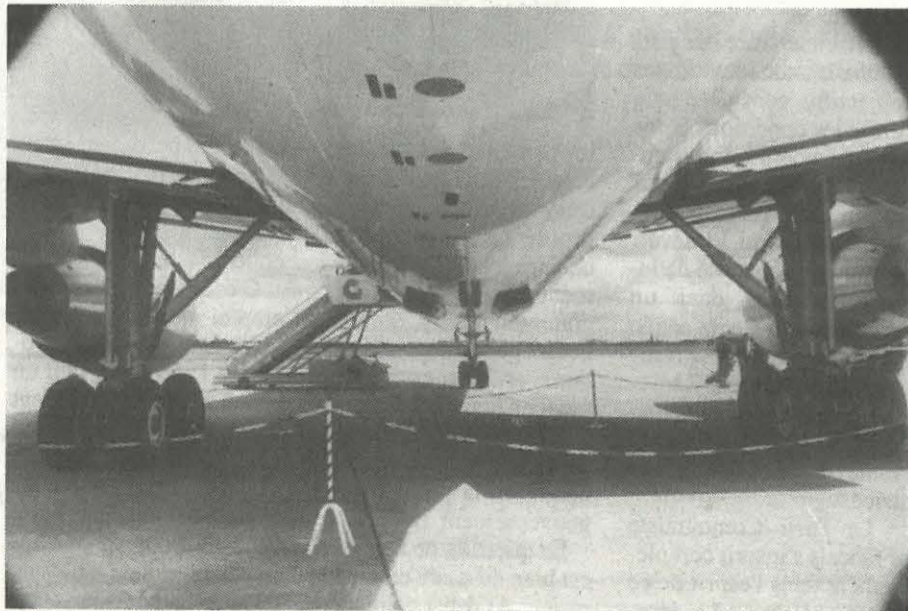
Parmi ces difficultés, celles du logement. Malgré les efforts considérables auxquels les élus communistes ont contribué dans les municipalités de Rezé et Bouguenais, le logement social reste à développer pour répondre aux besoins criants de la population. Il faut permettre aux familles modestes de se loger et interdire les expulsions. De nombreuses demandes de logements H.L.M. sont actuellement rejetées ou mises en attente. Les moyens doivent être débloqués pour répondre à cette attente. Le Conseil Général doit contribuer à cet effort. Il doit également assumer ces res-

ponsabilités s'agissant de l'entretien des collèges et prendre position pour exiger de la région la construction d'un nouveau lycée au Sud Loire.

Enfin le candidat communiste soutient dans ce canton urbain l'aspiration des gens au mieux vivre en poursuivant le développement des transports collectifs en complémentarité du tramway, en améliorant la qualité de la vie notamment pour les populations proches des nouveaux axes routiers d'accès au pont de Cheviré.

En tant qu'élu local en charge de la qualité de la vie et de l'environnement, Jacques GUILBAUD soutient l'action des habitants de la Bouvre en ce sens et se prononce pour une véritable politique de l'environnement incluant l'eau (maîtrise et protection du fleuve et des rivières).

Dans ce canton acquis à la gauche, le vote communiste le 20 mars portera haut et fort l'opposition à la politique de la droite et l'exigence d'autres choix politiques répondant aux besoins humains afin de reconstruire une perspective neuve à gauche.





1994 - HOPITAL PUBLIC :

L'année de tous les dangers

Les mesures annoncées par le gouvernement BALLADUR, en ce qui concerne la maîtrise des dépenses de santé, risquent d'être lourdes de conséquences sur la qualité des soins donnés en France, et sur l'emploi. Supprimer 22 000 lits, c'est nécessairement supprimer des emplois. D'ailleurs la baisse des budgets 94 des hôpitaux correspond à 20 000 suppressions d'emplois au niveau national. Des hôpitaux, des services entiers sont menacés, et le Département de Loire-Atlantique ne sera pas épargné.

Sont menacés de disparition :

- La chirurgie à l'hôpital de Châteaubriand et à l'hôpital de Paimbœuf,
- l'hôpital Belier dans le centre de Nantes, hôpital public à part entière



« dont les lits sont loin d'être inoccupés », mais qui se situe à 2 km de l'Hôtel-Dieu (1 des 6 établissements du CHU de Nantes), dont les lits sont déjà, eux, « suroccupés », - Idem pour Ancenis Hôpital, local situé à mi-chemin entre Angers et Nantes.

Au CHU de Nantes, le budget 1994 est inférieur de 2 % au budget 1993 et aujourd'hui cela se traduit

par la débudgétisation de 444 postes.

Le manque de moyens humains dans les hôpitaux aura de graves répercussions sur la qualité des soins offerts aux usagers - Le texte relatif à l'abrogation de la Sécurité Sociale remet en cause les missions de l'hôpital, service public et l'accès aux soins pour tous.

Il est particulièrement

inquiétant de constater qu'en France, à l'aube du 21^e siècle, 900 personnes sont décédées de la tuberculose en 1993. Maladie liée à la montée de la misère, qui touche particulièrement les milieux défavorisés, les exclus.

Face à cela, suite à la mobilisation en France des personnels, et également dans le Département, le gouvernement semble vouloir mettre son projet en veilleuse, mais attention, le mettre en veilleuse, ce n'est pas le mettre au placard, et ce serait une grave erreur que de croire la partie gagnée : l'avenir et la défense de l'hôpital public, n'est pas l'exclusivité des personnels de santé, elle concerne l'ensemble de la population.

Restons vigilants.

12 MARS MANIFESTATION Place de Bretagne - 15 heures Nous avons tous la gueule de l'emploi

Appel de la Fédération de Loire-Atlantique
du Parti Communiste Français

à participer et à faire grandir la mobilisation pour le 12 mars

« Pour le droit au travail pour tous, pour le droit de vivre ».

Le thème central du mouvement unitaire organisé à l'initiative de la C.G.T., soutenue par les 31 organisations syndicales et associations, est bien au cœur des préoccupations de la majorité des salariés, des chômeurs, des jeunes.

Chacune avec sa personnalité, son identité, ses objectifs, considère que créer les conditions d'une grande mobilisation nationale, large, unitaire sur ces thèmes rassembleurs, est aujourd'hui le devoir majeur de solidarité nationale, unissant dans un même élan, salariés actifs, retraités, chômeurs, français ou immigrés, RMistes, exclus, hors de tout esprit de chapelle ou de toute velléité récupératrice.

Le Parti Communiste Français s'inscrit complètement dans l'esprit de ce rassemblement. Le déve-



loppement des luttes, diverses et unitaires pour des objectifs précis, prouve qu'il est possible de faire reculer gouvernement et patronat. Les communistes y contribuent par leurs explications et leur comportement en appelant à élever le niveau de la riposte et surtout à éclairer sur la nature de la politique du gouvernement Balladur.

La question de l'emploi est bien devenue un enjeu majeur du débat politique.

86 % des personnes interrogées estiment que l'action du gouvernement est inefficace en ce qui concerne le chômage.

C'est un droit d'avoir un emploi qui permette de vivre et aujourd'hui, progresse l'idée qu'il faut un travail motivant, qualifiant qui confère à l'individu une utilité, une identité sociale, une dignité.

Aujourd'hui, on parle de 7 millions de personnes disposant de moins de 60 francs par jour : les

communistes n'acceptent pas cette situation. Cette partie de la population connaît quotidiennement les privations, leurs droits fondamentaux tels le droit au travail, le droit à un logement, le droit à la santé, le droit à l'instruction pour leurs enfants sont bafoués, remis en cause.

C'est la perte de leur emploi qui entraîne tous ces gens dans ces situations difficiles. Les mesures annoncées par le gouvernement ne réduiront pas le chômage mais accéléreront la dégradation de la situation.

Cela ne peut plus durer, il est grand temps de poser la question du droit de vivre, du droit à l'emploi pour tous.

C'est pour ces raisons, que les communistes feront tout pour que le 12 mars soit une grande journée contre l'exclusion et pour l'emploi.

Nantes, le 1^{er} mars 1994

INFOS-BREVES

Entre Maastricht et la fraude

Décidément les importations de poissons (75 % de notre consommation), qui nous coûtent plus de dix milliards de francs par an, sont une catastrophe sur tous les plans.

En dehors du fait qu'elles condamnent à mort une activité vitale pour la région, les produits ne sont pas comparables.

Le bilan 1993 est édifiant : on relève ainsi des polyphosphates dans les lottes - notamment en provenance des USA -, de l'anhydride sulfureux dans les crevettes, l'inclusion de l'eau de glaçage dans les poids net des produits « ce qui revient à vendre de l'eau au prix du produit », note le communiqué du ministère. Le consommateur est également trompé sur la nature du poisson importé : sole tropicale pour la sole - alors qu'il ne s'agit pas de la même espèce -, colin d'Alaska pour du cabillaud (morue fraîche), doré austral pour du Saint-Pierre (un poisson de roche très prisé), denté pour la dorade, loup de mer pour du bar (30 % de non-conformité dans ce cas).

Des citoyens à part entière

Les communistes de la commission handicapés de la section de Rezé sud-loire se sont réunis le 18 février 1994.

Ils se prononcent contre la réduction de 22 000 lits dans les hôpitaux car cette mesure est dangereuse et inacceptable.

Pour eux les CAT (Centres d'Aides par le Travail) doivent être des lieux d'épanouissement et d'éducation, au lieu d'être des lieux de productivité.

LA AH (Allocation Adultes handicapés) doit être équivalente à 80 % du SMIC à 7 500 F.

L'Etat doit prendre ses responsabilités pour le respect du taux d'embauches à 10 % d'handicapés dans les entreprises.

Ils dénoncent l'accord signé entre le patronat, le gouvernement, les syndicats (sauf la C.G.T.), visant à interdire à tous les travailleurs handicapés licenciés par leur entreprise, dont le handicap est supérieur à 50 %, de s'inscrire à l'ANPE et de bénéficier des indemnités chômage, alors qu'ils doivent cotiser.

Ils soutiennent la FNATH (Fédération Nationale des Accidentés du Travail et des Handicapés) dans sa requête auprès du Conseil d'Etat pour faire cumuler cet accord. Ils appellent les handicapés afin que ceux-ci défendent leurs droits à venir manifester le 12 mars à l'appel de la C.G.T. à Nantes.

• NOUVELLES DE LOIRE-ATLANTIQUE PUBLICITE •
S.A.R.L. au capital de 50.000 F
Siège social : 41, rue des Olivettes - 44000 Nantes
R.C.S. Nantes - N° SIRET 32151228700012 - Code A.P.E. : 5120
Gérant : M. Maurice ROCHER - Rédacteur en chef : Jean-Claude SALOMON
Associés à parts égales :
MM. M. ROCHER, M. PRODEAU, J.-R. TEILLANT, Gilles BONTEMPS
PUBLICITE : Tél. 40.48.56.36 - REDACTION : Tél. 40.89.72.28
TÉLÉCOPIE : 40.48.65.78
Imprimerie Marcel Delhommeau et Cie
85 LA CHAIZE-LE-VICOMTE - B.P. 406 - 85010 LA ROCHE-SUR-YON CEDEX



LE PATRONAT EN RÉVAIT, BALLADUR ET SON GOUVERNEMENT L'ONT FAIT

Initiatives

Marché de Zola à Nantes

Avec Patricia Morinière, candidate sur le canton, la cellule du quartier faisait signer la pétition. Un accueil extraordinaire, nous confiait l'un des militants participant à cette initiative.

Donges

170 signatures recueillies sur le marché et à la porte de la Raffinerie ELF en présence de Jean-Louis LECORRE, candidat communiste sur le canton de Montoir. Un refus profond des gens qui n'hésitent pas à signer la pétition qui leur est proposé.

Manifestation à Nantes

200 signatures recueillies par les militants communistes dans la manifestation du 3 mars. Des signatures de diverses sensibilités syndicales et politiques.

Saint-Nazaire

Initiative de la section, samedi après-midi, dans le centre-ville en présence de Gérard RASTEL, candidat sur le centre de Saint-Nazaire. Un accueil porteur d'espoir dont les possibilités qui s'en dégagent, amplifient la riposte pour l'abrogation du décret « SMIC-jeunes BALLADUR ». 800 signatures recueillent en quelques heures.

Trignac

Dimanche matin dans le centre ville plus de 200 signatures ont été recueillies par les militants communistes en présence de Jean-Louis Le Corre et Jean-René Teillant.

Ponchâteau

Marc Justy candidat sur le canton était présent à la porte des entreprises de la zone industrielle (Peaudouce, Pouyet et Sambron) où il a dialogué avec les salariés.

Désormais, les entreprises pourront, si nous laissons faire, embaucher des jeunes à BAC + 2 en les rémunèrent à 80 % du SMIC soit 3 790 F nets par mois.

55 % des gens condamnent un telle mesure.

Tout de suite, le Parti Communiste Français, a appelé à la riposte la plus large et la plus unitaire possible.

Dans notre Département, les Communistes se sont emparés de la pétition nationale et ont engagé le dialogue avec les gens.

Agir, rechercher des solutions pour l'emploi, combattre ces mesures, injustes et inacceptables, voilà le mot d'ordre de tous les communistes.

Abrogez le SMIC-jeunes!

Le décret Balladur-Giraud prévoit de ne payer que 80 % du salaire minimal aux jeunes embauchés, y compris les diplômés. C'est

inacceptable. Cela concourt à plus de précarité pour l'emploi des jeunes. C'est un encouragement aux licenciements de ceux qui gagnent

davantage. Cela aggraverait encore le chômage. C'est une pression à la baisse sur l'ensemble des salaires. Le gouvernement doit retirer son projet.

Nom

Prénom

Signature



Jeuudi matin Dominique Morinière candidate 4^e canton sur le marché de Zola.

Une première riposte

Au coude à coude, des salariés, des enseignants, des étudiants, beaucoup de jeunes étaient présents dès le jeudi 3 mars dans les rues de Nantes pour s'opposer au SMIC-JEUNES et demander l'abrogation du décret BALLADUR.

Dans cette manifestation qui regroupait quelque 2 000 personnes, on pouvait reconnaître les responsables de la section de Nantes du Parti Communiste et de la Fédération, ainsi que les candidats aux élections législatives.

« Si le gouvernement investissait les 85 milliards de fonds publics qu'il a offerts au grand capital, pour la jeunesse, la formation et l'emploi, cela permettrait de donner espoir à notre génération et sortir la France de la crise », nous confiait un jeune à la recherche de son premier emploi lors de la manifestation.

Dialogue dans la « Manif »

Lionel : 21 ans, étudiant, « je suis déjà surendetté pour finir mes études et comme avenir on me propose 3 790 francs. Vraiment, cette droite, il faut tout faire pour la battre ».

Sophie : 22 ans, BAC + 5 contrat emploi solidarité à 2 200 francs par mois : « non, jamais je n'accepterai cela, je suis aujourd'hui dans la manifestation et entends bien continuer à me battre pour l'abrogation de ce décret ».

Jean-Philippe : 28 ans au chômage qui vient de signer la pétition : « je ne suis pas communiste, mais face à ce qui se passe, j'ai décidé de voter communiste aux prochaines élections, car c'est le seul moyen pour s'opposer à cette politique ».

Sourds et muets

C'est comme cela que l'on pourrait qualifier la presse locale devant son oubli sélectif et calculé de passer la prise de position de la Fédération du Parti Communiste concernant le SMIC Jeunes.

Sélectif car cela n'a pas été le sort de tout le monde.

Calculé parce que cet « oubli » ne peut se justifier autrement.

RASSEMBLEMENT LE MERCREDI 16 MARS 17 H 30
DEVANT LA SOUS-PREFECTURE DE SAINT-NAZAIRE
POUR L'ABROGATION DU SMIC JEUNES
A L'APPEL DU P.C.F. et de l'A.D.E.C.R.

Deux millions d'étudiants UN ATOUT OU UN HANDICAP POUR LE PAYS

Après les manifestations ce que propose l'Union des Étudiants communistes

I Non à la sélection, droit à la réussite pour tous

- L'inscription doit être gratuite pour tous, et pour toutes les filières et années d'études. Doit être interdit tout droit d'inscription locale ou annexe.

- Il faut démultiplier les capacités d'accueil et construire des centaines de m² supplémentaires d'amphis, de salles, de labos...

- Dans le cadre de cet accroissement, les extensions doivent corriger les déséquilibres régionaux existants.

- Les fonds publics ne peuvent être versés à des établissements privés d'enseignement supérieur (et les exemples sont nombreux, notamment à Nantes).

- La parité Etat/Étudiant doit être rétablie dans le financement du ticket de restaurant Universitaire.

- L'Etat doit financer la rénovation des Cités Uni-



Ecole Centrale de Nantes.

versitaires et l'accroissement de leur nombre afin d'accueillir 200 000 résidents supplémentaires.

- Les étudiants doivent bénéficier d'une réduction de 50 % sur l'ensemble des transports en commun (alors que le billet Campus ne cesse d'augmenter sur les transports nantais).

- Les bourses doivent être mensualisées, leur nombre et leur montant doivent être augmentés (de manière à ce que les étudiants n'aient plus à s'endetter pour payer leurs études). Les critères d'attribution doivent être élargis en prenant en compte la situation réelle de l'étudiant, y compris,

si celle-ci se modifie en cours d'année.

- Dans ce cadre, les prêts bancaires, cautionnés par l'Etat, doivent être supprimés.

II A l'Université, citoyens à part entière

Les droits de grève, de réunion et d'association doivent notamment être

respectés. L'activité des associations, mouvements politiques et syndicaux doit être facilitée (locaux, panneaux d'affichages...).

Il faut investir dans l'avenir.

Erwann MAHE
Secrétaire de l'UEC
à Nantes

MANIFESTATION DES ÉLUS DE L'ARRONDISSEMENT DE SAINT-NAZAIRE

Plus de cent Elus de gauche de la région nazairienne, dont onze Maires ont manifesté devant la Sous-Préfecture de Saint-Nazaire le 24 Février dernier.

Objet de la manifestation : le désengagement de l'Etat en ce qui concerne les finances locales, ce qui se traduit par des difficultés accrues pour l'équilibre budgétaire des Communes, leur surendettement et des pressions fiscales plus importantes pour la population.

Dans ce rassemblement

on reconnaissait les Elus communistes de Trignac, Montoir, St-Joachim, Batz-sur-Mer mais également ceux de Saint Malo de Guersac, Saint-Nazaire et Saint-Brévin.

Jean-Louis Lecorre, Hubert Bouyer, Pierre Le Berche, et Marc Just nous confiaient à l'issue du rassemblement, que la participation à leur côté de la population était fondamentale pour contraindre le gouvernement à ne plus faire supporter aux communes seules la décentralisation de l'Etat.

LES 10 JOURS FOUS

Du 18 au 28 Mars 1994

ARCOS Brillant
Corps de meuble en panneau de particules 10 mm surface, mélamine blanc, façade en panneaux de particules 19 mm mélamine, 9 corps différents, chants verticaux soifformes, chants horizontaux épais PVC 3 mm. Corniche et cache lumière assortis.

- 1 élément bas H. 82 cm, prof. 57 cm, larg. 50 cm. PRIX : 1350 F
- 1 élément bas avec tiroir H. 82 cm, prof. 57 cm, larg. 50 cm. PRIX : 1465 F
- 1 élément bas sous évier H. 82 cm, prof. 57 cm, larg. 100 cm. PRIX : 1930 F
- 1 élément bas sous cuisson H. 82 cm, prof. 57 cm, larg. 80 cm. PRIX : 1705 F
- 2 éléments hauts H. 70 cm, prof. 37 cm, larg. 50 cm. PRIX : 2 x 1014 F
- 1 élément haut H. 70 cm, prof. 37 cm, larg. 60 cm. PRIX : 1049 F
- 1 porte pour hotte escamotable H. 70 cm, larg. 60 cm. PRIX : 449 F
- 1 armoire pour four + frigo prof. 55 cm, larg. 60 cm, H. 210 cm. PRIX : 3050 F
- 1 tablette mélamine prof. 25 cm, larg. 100 cm. PRIX : 268 F
- 1 plan de travail stratifié postformes avec découpe, épaisseur 4 cm, prof. 60 cm, longueur 200 cm. PRIX : 2787 F
- Corniches enrobées mélaminées longueur 540 cm. PRIX : 1870 F
- Cache-lumière enrobés mélaminés longueur 360 cm, H. 10 cm. PRIX : 466 F
- Socle panneau particules mélaminées longueur 280 cm, H. 10 cm. PRIX : 460 F
- 2 tenues d'assemblage plan de travail, filer, d'angle de caisson. PRIX : 323 F

PRIX TOTAL : 19400 F

PRIX FOUS

19400 F

CUISINES SCHMIDT

48, Bd. Victor-Hugo 44600 ST NAZAIRE
Tél. 40.66.33.64 - Fax : 40.01.84.46.

Votre voiture a plus de 10 ans ?

RENAULT VOUS OFFRE jusqu'à 7000 F en plus des 5000 F de l'aide gouvernementale.

Jusqu'au 28 février, pour tout achat d'un véhicule neuf, livrable dans le cadre de l'aide de l'Etat prévue pour le retrait de la circulation des véhicules de plus de 10 ans, RENAULT vous offre en plus des 5000 F annoncés pour cette aide, jusqu'à 7000 F selon les modèles ; soit pour vous une économie pouvant atteindre 12000 F. Débarrasser les routes des voitures de plus de 10 ans, c'est un progrès qui va dans le sens des voitures à vivre.

RENAULT ST-NAZAIRE
CENTRE AUTOMOBILE DE L'ETOILE
VOIE EXPRESS PORNICHET - TEL. 40 70 35 07

RENAULT